



APL étudiants : la CNL refuse une réforme qui sacrifie la jeunesse.

La Confédération Nationale du Logement condamne fermement la proposition visant à calculer les APL des étudiants en fonction des revenus de leurs parents. Sous couvert d'une pseudo « justice sociale » et d'économies budgétaires, le gouvernement va fragiliser encore un peu plus l'accès au logement d'une jeunesse déjà précarisée.

Avec un tel arbitrage, plus de 200 000 étudiants pourraient perdre totalement leur APL et 150 000 autres voir leur aide drastiquement diminuer. Autant dire que ce couperet-là va faire très mal.

Le logement étudiant est déjà un parcours d'obstacles, avec des loyers exagérément élevés et un manque de logements sociaux et universitaires. Réduire les APL reviendrait à aggraver directement le mal-logement.

Un.e étudiant.e qui quitte le domicile familial devient un ménage à part entière. Les ressources de ses parents ne reflètent pas nécessairement celles dont il.elle dispose. Pire, cette attaque intervient alors que sont envisagées une hausse importante des droits d'inscription à l'université, que de nouvelles restrictions sur les soins sont également préconisées mais que le coût des mutuelles augmente.

La CNL le refuse ! Le logement ne peut devenir un levier de sélection et de discrimination entre étudiants.

Les APL ont été conçues comme une aide au logement pour compenser le désengagement de l'État de l'aide à la pierre. Ce choix a favorisé la hausse des loyers et la financiarisation de la politique du logement. Aujourd'hui en ponctionnant cette aide, c'est une génération entière que le pouvoir s'apprête à sacrifier.

Alors, plutôt que de chercher 550 millions d'euros d'économies auprès des étudiants, que messieurs Lecornu et Jeanbrun mettent à contribution les dividendes réalisés sur la spéculation foncière et immobilière, encadrent les loyers et renouent avec une véritable politique d'aide au logement étudiant.

La CNL exige le maintien des APL pour tous les étudiants, français comme étrangers. Elle appelle à la mobilisation aux côtés des étudiants, de leurs syndicats et des associations de défense du droit au logement pour faire échec à ce projet et imposer une véritable politique du logement étudiant.

Montreuil le 25 août

